

EDITO

Modernisation de l'Action Publique (MAP ex RGPP), Démarche Stratégique (ex DOS), nouvelles règles d'évaluation professionnelle, Bilan Croisé des Compétences, c'est une véritable guerre contre les Droits et Garanties des agents de la DGFIP et le Service Public qui s'installe insidieusement.

Les éléments de langage utilisés par nos « managers » afin de diffuser, faire passer comme acceptable, puis normal et enfin comme une évidence, sont déjà ciblés. L'ensemble évidemment dans le cadre du « dialogue social ».

DITES NOUS CE DONT VOUS AVEZ BESOIN, NOUS VOUS DIRONS COMMENT VOUS EN PASSER !

La volonté affichée reste la même. Il faut continuer à supprimer plus de 2000 emplois par an à la DGFIP et les adaptations préconisées sont claires, booster les restructurations pour accompagner les suppressions massives d'emplois, revoir les affectations des agents en limitant les contraintes en atténuant la règle de l'ancienneté en prenant mieux en considération la notion de profil, imaginer des procédures d'affectation qui autorisent l'adaptation de la présence dans un service en fonction de la charge de travail.

La situation est devenue insupportable et il ne sert à rien de clamer que la DGFIP est au « cœur de la République » si les moyens de fonctionnement tant matériels qu'humains ne suivent pas.

Ce nouveau plan communication est d'adapter les services aux suppressions d'emplois et de réductions budgétaires. En essayant de faire participer les agents à la déstructuration de leur mission de Service Public. La réalité est toute autre, les usagers sont là, la pression des statistiques et indicateurs (malgré les précautions de langage), le téléphone, l'accueil, le contrôle fiscal, la liste est longue...

Plus que jamais, l'arrêt des suppressions d'emplois et les implantations nécessaires à l'accomplissement de nos missions sont urgentes.

Rédigeons nos cahiers revendicatifs pour préparer les Etats Généraux... Dès à présent, signez la pétition « Manifeste des agents des Finances Publiques » pour un service de qualité.

JOUR DE CARENCE

La Ministre de la fonction Publique vient d'annoncer la suppression du jour de carence dans le cadre de la prochaine loi de finances (2014).

La CGT Finances Publiques Nord Valenciennes se félicite de la suppression d'une mesure dont le caractère injuste ne faisait aucun doute, tant elle s'inscrivait dans la politique délibérée de stigmatisation des fonctionnaires de la majorité Sarkozyenne.

Les agents des Finances se sont largement mobilisés sur cette question (lettres ouvertes aux parlementaires, signatures de pétition...).

Pour autant, la CGT continue d'exiger la suppression immédiate de cette mesure, et cela sans attendre 2014.

MANIFESTE DES AGENTS DES FINANCES PUBLIQUES :

SIGNEZ ET FAITES SIGNER

Tous les syndicats de la DGFIP, sans exception aucune, viennent de lancer en ligne une pétition appelée « Manifeste des agents des Finances Publiques pour un Service Public de qualité ». Cette pétition, qui sera remise à l'ensemble des élus de la Nation, vise à rappeler aux représentants du Pays, la globalité des missions réalisées par les personnels des ex DGI et DGCP.

Cette liste exhaustive permet de constater tant l'étendue que l'importance des objectifs assignés aux agents. En supprimant un peu trop rapidement des emplois dans des administrations ne jouissant pas d'une grande popularité dans l'opinion (Défense nationale et Finances notamment), les élus ont un peu trop tendance à oublier qu'indirectement, ils se tirent une balle dans le pied.

En effet, comment penser qu'on pourra durablement disposer d'un Service Public de qualité dans l'Education, la Justice ou la Police sans au préalable un financement sérieux par la collecte indéfectible de nos différents impôts ?

Dans le contexte actuel des suppressions massives d'emplois aux Finances, il est apparu indispensable de rafraîchir la mémoire des élus...

PETITE DEVINETTE

Quel est le Ministère qui regroupe 193 des 219 fonctionnaires les mieux payés et travaillant en France ?
Les généraux en guerre au Mali ? Non. Quoique...

Les grands professeurs des Hôpitaux Publics (en même temps experts des laboratoires pharmaceutiques) ? Non. Quoique...

Les journalistes stars des chaînes publiques ? Non. Quoique...

Certains grands céréaliers de la Beauce et de la région Picarde dont ferait partie le Prince de Monaco ?
Non. Quoique...

Et bien, non ! Depuis la fusion DGI-DGCP, ces heureux gagnants font partie de la DGFIP : Bercy qui ?

VIDEO GAG

Décidément, Bruno Bézard, notre nouveau directeur général, ne manque pas d'idées !

Ainsi, début décembre 2012, il a réquisitionné l'ensemble des CID (Cellules Informatiques Départementales) de France pendant des semaines afin que les agents puissent écouter et visionner ses vœux pour la nouvelle année. Résultat : le personnel a pu découvrir le 3 janvier une belle déclaration du DG au format texte et non au format vidéo. Il a fallu attendre le 23 janvier pour enfin découvrir la tête de Bruno BEZARD dans une configuration informatique telle qu'il est nécessaire de patienter pas moins de 10 minutes avant de pouvoir goûter au discours du chef.

Pendant ce temps là, les agents continuent de travailler avec du matériel informatique désuet, le changement des ordinateurs de plus de 5 ans ayant été balayé face au caprice grotesque et égocentrique du successeur de M. Parini.

Espérons pour lui que les collègues auront eu la curiosité de regarder et écouter la vidéo alors qu'ils croulent sous les tâches de plus en plus nombreuses avec de moins en moins de personnel (encore 60 suppressions d'emplois au 01/09/2013).

DIALOGUE SOCIAL OU LANGUE DE BOIS?

Le dialogue social : quèsaco ? Il est actuellement difficile de comprendre les contours de ce que beaucoup nomment aujourd'hui « dialogue social ».

Le dialogue est donc un échange entre deux personnes ou groupes de personnes. Lorsque la parole circule entre les hommes elle ne s'oppose ni à l'un ni à l'autre. Elle s'échange. Le dialogue ne peut donc pas être l'exercice d'un pouvoir. Il n'y a pas d'enjeu.

Le dialogue social exige du respect et une absence totale de rapport hiérarchique.

Utopie, lorsqu'on est un élu à la DRFIP du Nord ! Le président ne cesse de vous répéter qu'il est AGFIP (mais lui, il n'est pas élu, et toc !) et le **Respect, c'est seulement quand il est de bonne humeur et c'est rare !**



ACCORD NATIONAL INTERPROFESSIONNEL MINORITAIRE DU 11 JANVIER DIT DE
« SECURISATION DE L'EMPLOI » :
« UN NOUVEAU MODELE ECONOMIQUE ET SOCIAL » selon le patronat !
PUBLIC, PRIVE, JEUNES : TOUS CONCERNES !

Commandée par le Président de la République pour faire reculer la précarité dans l'emploi, **la négociation aboutit à l'opposé de l'objectif assigné.** Elle révolutionne des pans entiers du Code du Travail et de la jurisprudence qui s'est progressivement dessinée pour faire respecter la dignité et les droits des salariés, face aux vagues de licenciements et à la généralisation des petits boulots.

Cet accord est signé par trois syndicats (CFDT, CFTC, CGC) dont l'influence électorale (38%) est très inférieure à celle des syndicats dénonçant la nocivité de ce texte du point de vue des intérêts des salariés (CGT, FO). **Bravo à qui veut promouvoir la démocratie sociale !**

Dans la République, ce sont les élus qui font la loi, ce n'est pas le Medef. C'est notamment parce qu'ils ont constaté que les députés précédents faisaient cause commune avec l'organisation patronale, qu'une majorité de salariés a élu de nouveaux députés en 2012. Ils attendent d'eux des lois qui les protègent, pas un coup de tampon sur les exigences du Medef et des plus grands groupes et entreprises !

Il y a tromperie sur la marchandise! L'emballage de cet accord et l'étiquette collée dessus ne correspondent pas au contenu du produit. Le texte, sous couvert d'aspects qui peuvent paraître très techniques, recouvre une révision du droit social dont les répercussions peuvent être extrêmement négatives pour des millions de salariés. Il contient même plusieurs infractions aux normes internationales du Travail !

Le Medef obtient presque à la lettre le principe des accords d'entreprise dits de « compétitivité-emploi » promu et relayé par le candidat Sarkozy lors de la campagne présidentielle :

- Une série de dispositions pour accélérer les procédures de licenciement, les rendre moins coûteuses, moins contestables par les salariés ou les tribunaux.
- La relégation du contrat de travail au rang d'accessoire, puisque l'employeur pourra à sa guise revoir le montant du salaire, les horaires de travail ou le lieu de l'emploi. Chacun pourra, bien sûr, refuser ce diktat et aura le droit... de démissionner !
- La plupart des Contrats à Durée Déterminée ne seront pas taxés, les droits au chômage diminueront pour le plus grand nombre.

C'est la légalisation du chantage patronal à l'emploi, le passage d'une relation de subordination à l'employeur à un rapport de soumission.

Dans les soi-disantes avancées, par exemple, la complémentaire santé présentée comme emblématique est pour l'instant un droit virtuel. Et tout est à l'avenant.

Dans la Fonction Publique, après l'abrogation de la «loi sur la mobilité et les parcours professionnels», la tentation sera forte d'imposer à l'identique des dispositions de cet accord, comme les mutations forcées à 500 kms et sur un autre métier.

De même, nos Institutions Représentatives du Personnel, l'intervention des syndicats, pourraient être sérieusement remis en cause.

Rien n'est inéluctable. L'intervention des salariés a déjà démontré qu'il est possible de modifier le cours des événements, comme pour le Contrat Première Embauche, le CNE...

Pour les organisations syndicales régionales CGT et FO, la journée du 05 mars doit exprimer un refus de l'austérité et de la flexibilité ; l'exigence de réponses nouvelles pour les droits sociaux, l'emploi,

l'augmentation des salaires et des pensions, l'avenir des jeunes.

**SUR LA BASE DE L'APPEL NATIONAL, ELLES APPELLENT À PARTICIPER MASSIVEMENT À LA
MANIFESTATION RÉGIONALE, NOTAMMENT PAR DES ARRÊTS DE TRAVAIL.**

RENDEZ VOUS LE 05 MARS: LILLE - MANIFESTATION REGIONALE - DÉPART 14 H 30 - PORTE DE PARIS

Les organisations FSU et Solidaires appellent à se joindre au mouvement et à la manifestation régionale.

MANIFESTATIONS LOCALES:

⇒VALENCIENNES - DÉPART 10 H - PLACE D'ARMES

⇒MAUBEUGE - DÉPART 11H - CHAMBRE PATRONALE - AVENUE DE FERRIÈRE

Pour se détendre

Mots à trouver :

- 1) FONCTION PUBLIQUE 2) POUVOIR D ACHAT 3) MODERNISATION 4) PROFESSIONNEL
5) CHANGEMENT 6) COMPÉTENCE 7) ENTRETIEN 8) MUTATIONS 9) CARRIERE
10) FINANCES 11) NOTATION 12) REVISION 13) SCANNAGE 14) SECURITE
15) CARENCE 16) JOURNEE 17) AGENTS 18) ESPACE 19) GACHIS 20) GRIPPE 21) BILAN
22) DRFIP 23) GUIDE 24) POSTE 25) TRACT 26) CAPC 27) CDIF 28) INFO
29) PAVE 30) SITE 31) CAP 32) CGT 33) CTL 34) FGP 35) FF

N C A R E N C E G U I D E E
E O F M U T A T I O N S V R
C N I F I N A N C E S J A E
F D T T S C A N N A G E P I
G X I R A E H G R I P P E R
P R O F E S S I O N N E L R
P I F R D T I P N C N T G A
S T N E G A I N A N G Z A C
E E N R U O J E R C A P C C
N O I S I V E R N E E L H T
N O I T A T O N U P D O I L
Q C O M P É T E N C E O S B
C H A N G E M E N T V U M L

Vous souhaitez adhérer ou/et recevoir par messagerie les nouveautés de la section de la CGT finances publiques Nord Valenciennes

Inscrivez vous (*).

NOM :

PRENOM :

Adresse Email :

A remettre à un militant de la CGT de votre site

Ou par mail à

cgt.drrip59@dgfip.gouv.finances.fr

(*) le mailing n'est autorisé qu'après accord individuel de l'agent (charte dgfip/syndicat sur l'utilisation des nouvelles technologies).

Page Facebook :

CGT FINANCES PUBLIQUES NORD VALENCIENNES

Site internet :

<http://cgt.drrip59.free.fr>

Lassé j'étais ... J'adhère !



Ne restez pas isolés(es), rejoignez-nous !